

*Des professions réagissent*

# LE SOCIAL

## DANS LE VISEUR

Thierry MARCHANDISE



© École en colère

**La volonté gouvernementale de lever le secret pour les professionnels informés de faits de terrorisme soulève des réactions négatives.**

**CONTESTATION.**  
Ils ne veulent pas être des policiers.

Dans une carte blanche parue le 16 février 2017 dans *Le Soir*, le chercheur universitaire Marc Chambeau et un collectif d'enseignants de la Haute École Cardijn de Louvain-la-Neuve tirent la sonnette d'alarme. Ils sont en effet très inquiets car, depuis un certain temps, les politiques assignent de nouvelles missions aux travailleurs sociaux comme agents de normalisation des populations précarisées et marginalisées. C'est le cas pour la lutte contre la fraude sociale et, aujourd'hui, contre le radicalisme.

Ces enseignants estiment que, lorsque le gouvernement fait le choix de mêler les travailleurs sociaux à ces luttes, il pervertit fondamentalement les missions et les valeurs des organisations pour lesquelles ils agissent, en décalage complet avec leur formation.

### MISSIONS CLAIRES

En Fédération Wallonie-Bruxelles, un choix clair a été énoncé pour l'enseignement du travail social. Il s'agit d'assurer une formation au service d'une culture professionnelle qui soit axée vers les populations et dans la logique des valeurs fondamentales de la démocratie, telles que l'égalité, la liberté, la solidarité, le respect d'autrui et la

tolérance. Cette volonté politique d'utiliser indirectement certains services au bénéfice de politiques sécuritaires n'est pourtant pas tout à fait nouvelle. Déjà, au début des années 1990, lors de la création des contrats de sécurité dans les grandes villes, il avait été demandé aux travailleurs sociaux de collaborer aux politiques de sécurité. Mais, à l'époque, contrairement à la situation actuelle, il n'était pas question de toucher aux règles du secret professionnel.

### INQUIÉTUDE

Il semble en outre que la proposition politique d'obliger les travailleurs sociaux à ne plus respecter ce secret n'atteindra probablement pas son but. Effectivement, il existera sans doute de moins en moins de situations où ils seront avertis de faits problématiques au regard de la sécurité. Il est d'autre part très étonnant de relever que seuls les travailleurs sociaux sont concernés par le projet gouvernemental alors que de nombreux autres dépositaires du secret professionnel sont susceptibles de recevoir des informations liées à des faits de terrorisme. L'inquiétude est grande dans d'autres secteurs d'activité, notamment chez les avocats ou dans le monde médical, qu'il s'agisse d'un premier pas vers une remise en cause fondamentale de ce secret sur la base d'une fausse idée de la sécurité. ■

## INDICES

### DÉMISSION.

Victime d'un prêtre pédophile à treize ans, Marie Collins a démissionné de la Commission pontificale pour la protection des mineurs. Elle dénonce « un manque de ressources » et une « résistance culturelle » de la Curie romaine.

### SYMPATHIE.

Six archevêques de l'Église syriaque orthodoxe reprochent au Patriarche Ignace Ephrem II Karim d'être trop proche de l'islam, ayant dit lors d'une homélie que « Jésus est né pour les hommes, comme Mahomet est lui aussi né pour les hommes ».

### SKATE.

Un collectif d'artistes de *street-art* a transformé en skate park hypermoderne l'église de Llanera (pays basque espagnol). L'édifice était abandonné depuis une cinquantaine d'années.



### INAUTHENTIQUES.

À la veille de la visite d'un envoyé du pape, l'évêque dont dépend le site de Medjugorje (Bosnie-Herzégovine) a rappelé qu'il ne s'agissait pas de « vraies apparitions » de la Vierge. « Ces phénomènes présumés sont à l'évidence non authentiques », a-t-il écrit.

### HYPOTHÈQUE.

Le riche patrimoine immobilier de l'archevêché de New York servira de garantie pour le prêt hypothécaire de cent millions de dollars que l'institution entend obtenir afin de créer un fonds d'indemnisation des victimes d'abus sexuels commis par des membres du clergé.